# Surveillance monétaire : le retour du politique

Autor(en): **Carera, Mario**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **32 (1995)**

Heft 1206

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1015437

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

L'INVITÉ DE DP

# Surveillance monétaire: le retour du politique

***«Renforcer la surveillance», «rassurer les marchés», les mots-fétiches ne manquent pas, après la crise mexicaine et les turbulences sur les autres marchés émergeants. Il s'agit de créer des «filets de sécurité» face aux risques de déstabilisation monétaire liés à la globalisation du marché financier.***

**MARIO CARERA**
Président de la FEDEVACO (Fédération vaudoise de coopération)

Qui doit surveiller quoi? Dans le cas du Mexique, la tâche en revient au FMI. L'euphorie de la création de l'ALENA, le grand marché libre-échangiste nord-américain et la croissance des placements étrangers dans le pays – dont plus de la moitié ont pourtant un caractère spéculatif – ont grisé plus d'une analyse. Formellement désengagé du Mexique depuis la fin de ses programmes en 1993, le FMI n'a rien pu faire face à l'augmentation du déficit de la balance courante mexicaine, ni face à la détérioration de la situation politique intérieure.

Bénéficiant d'un soutien international depuis plus de dix ans, l'élève modèle mexicain avait réalisé de bonnes performances économiques: budget équilibré, diversification des exportations, inflation et endettement maîtrisés. Mais le boum de la bourse mexicaine, dû à l'attrait de placements financiers à court terme, a tiré vers le haut le peso, freiné les exportations et fragilisé les acquis. La dévaluation du peso était inévitable, mais elle était politiquement impossible en pleine campagne présidentielle. Le «miracle économique» national aurait alors cessé d'être un argument électoral.

La surveillance économique du FMI – sa plus importante tâche selon ses statuts – a aussi buté sur la révolte zapatiste du Chiapas[1], dont les exigences politiques légitimes – liberté, démocratie et justice – heurtent les intérêts des grands propriétaires terriens et de leurs alliés gouvernementaux. Les réformes butent aussi sur le conservatisme et la corruption au sein du PRI, le parti-Etat au pouvoir depuis le début du siècle.

Ce que le FMI en termes choisis qualifie de «réformes institutionnelles» regroupe les changements de politique intérieure nécessaires au succès des réformes de stabilisation macro-économique: réforme agraire, bonne gestion publique, privatisation, redistribution des revenus. Ces réformes, effectivement indispensables dans beaucoup de pays, sont souvent encouragées par le FMI, contrairement à une opinion répandue. Mais elles sont impossibles à mettre en œuvre – et pas seulement au Mexique – sans bouleversements politiques. Paradoxalement, la globalisation des marchés financiers signe donc le retour du politique en soulignant la nécessité des réformes structurelles, pas seulement dans l'aire économique. Un gouvernement ne peut plus gérer un pays comme une république bananière, avec assassinats politiques à la clef si besoin est (le Mexique est la 11e puissance économique mondiale!).

Craignant pour leur mise, les investisseurs n'apprécient pas l'instabilité. Surtout lorsque la libéralisation des marchés leur offre de multiples choix rémunérateurs ailleurs. La révolte des Indiens du Chiapas est un facteur «d'instabilité». Une solution négociée devra donc intervenir, puisque toute solution militaire, préconisée par les durs, mais condamnée sur le plan national et international, ne ferait que renforcer l'incertitude et accroître la fuite des capitaux. La corruption et le pourrissement du régime-PRI entretiennent aussi l'incertitude. Les marchés en tirent les conséquences et le peuple mexicain le paie au prix fort, avec une dévaluation de 60% en quelques semaines, des centaines de milliers de licenciements et une sévère politique d'austérité. En Europe, des situations politiques bloquées, voire pourries — Italie, Espagne – produisent les mêmes effets.

Le bon «filet de sécurité» consiste à exercer des pressions afin de réaliser ces réformes. Mieux encore: la meilleure «surveillance» consisterait à pratiquer parallèlement l'ajustement des économies des pays industrialisés, notamment celle des USA avec ses déficits, qui pèsent sur l'économie mondiale.

L'opération de pompier organisée lors de cette crise par les USA et imposée ensuite à la direction du FMI provoque donc un profond malaise: 50 milliards de dollars d'engagements décidés en quelques semaines, dont 17,8 milliards de la part du FMI, ce qui représente 700% de la quote-part mexicaine au FMI, un record absolu. Les représentants européens et suisse au FMI ont exprimé leur désaccord. Quid, demain, si d'autres crises ont lieu dans d'autres grands pays stratégiques?

La globalisation produit, on le sait, des effets multiplicateurs. Le Mexique n'est pas loin. Par son issue incertaine, la forte exposition des banques américaines et le prêt d'urgence de 20 milliards de dollars accordé par Clinton, la crise mexicaine contribue à la faiblesse actuelle du dollar. Et l'on connaît les problèmes que cela pose aux exportateurs suisses et allemands. ■

[1]A propos d'Internet et des zapatistes, on rappellera que, bien avant l'ère du multimédia, il y a trente ans, Che Guevara avait enflammé la jeunesse du monde lors de sa tentative désespérée de soulever les paysans boliviens (voir à ce sujet le magnifique film de Richard Dindo).

**IMPRESSUM**
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédactrice:
Valérie Bory (vb)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
Michel Joyet
Charles-F. Pochon (cfp)
Jean-Claude Rennwald
Forum: Mario Carera
Composition et maquette:
Valérie Bory,
Jean-Luc Seylaz
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9